

## Ne surtout pas sauver la Sécu

D'ordinaire, le débat public est verrouillé par une question obsessionnelle lorsqu'il s'agit de Sécurité sociale: comment la sauver? La seule ambition de ce débat est d'interroger la visée sociale de cette étrange machinerie soviétique que la France prétend avoir mise en place en 1945 dans la joie et la bonne humeur. Nous reviendrons plus loin sur l'imposture historique que constitue ce roman national. Ce qui semblait surtout intéressant dans ce livre était de dépasser la question de la visée sociale du système pour aborder la question de sa visée politique. Concrètement, à quel projet de société appartient la Sécurité sociale? Quelle vision en creux du citoyen et de la démocratie porte-t-elle?

Cette question n'est jamais posée clairement. Par bribes, on nous dit que la Sécurité sociale, c'est la solidarité, la protection, le progrès. Mais ces préoccupations sont le propre de tout système de protection sociale, et ces réponses-là ne nous disent pas pourquoi la France a sanctuarisé année après année (et probablement au cours des années 80, début du grand déclin français) un système à la fois atypique et intrusif de protection sociale qu'on appelle Sécurité sociale. Cette question constitue l'un

des grands impensés radicaux de notre société et comme tout impensé, il appelait à des réflexions impertinentes.

La thèse générale de cet ouvrage, que ces réflexions impertinentes alimentent, ne manquera pas de soulever quelques remarques peut-être hostiles. Elle soutient que la technostructure française utilise la Sécurité sociale pour anesthésier les classes populaires et conserver le pouvoir à son propre profit. Cette technostructure, qui a bien pris soin de se doter elle-même d'un système de protection sociale spécifique et avantageux, utilise la Sécurité sociale pour transférer les bénéfices des classes moyennes vers les plus pauvres (les fameux exclus, notamment) afin de garantir la paix sociale par un mécanisme de rétribution sans contribution appelée solidarité.

Ce qu'on appelle solidarité se résume en réalité à un vaste transfert de revenus des classes moyennes vers les plus bas revenus, sans jamais éroder le 1 % des revenus les plus élevés, et sans nuire aux intérêts immédiats de la technostructure elle-même. Cette logique s'apparente à une alliance politique de fait entre la technostructure dominante et le *lumpen proletariat*, comme disait Marx, pour mettre la société sous contrôle et assurer la conservation d'un ordre inégalitaire. Les deux piliers de cette alliance sont, d'une part, l'apprentissage de la servitude pour les milieux populaires, qui n'ont désormais plus aucun intérêt à s'affranchir de leur condition, et, d'autre part, la mise systématique sous contrôle des classes moyennes pour qui se multiplient les mécanismes de désincitation.

Ainsi, la technostructure, fille du rationalisme cartésien, de la méritocratie républicaine, est-elle en train de creuser la tombe de ses propres valeurs pour conserver un héritage qu'elle trahit en toute bonne conscience : elle veut le pouvoir dans la Nation, mais elle ne veut plus de ces turbulentes valeurs démocratiques où des manants pouvaient, à la force de l'intelligence, sortir de leur condition et prétendre eux aussi occuper les rangs du pouvoir. Dans cette stratégie, la Sécurité sociale joue le rôle de chambre de compensation : elle agit comme un narcotique sur un prisonnier. Elle lui permet de mieux admettre son sort et de préférer la résignation et l'aliénation à la liberté.

Dans la pratique, l'histoire de la Sécurité sociale et de son expansion constante se confond avec la lente agonie de « l'ascenseur social » et avec la réaction nobiliaire à laquelle nous assistons depuis une vingtaine d'années. Pour conserver le pouvoir, l'élite technocratique française a mis en place un système où ceux qui s'extraitent de leur condition doivent payer pour rendre plus agréable la vie de ceux qui se contentent du peu que la naissance leur a donné. La philosophie générale de ce projet est assez bien résumée dans la maxime : « Ne t'aide pas et l'État t'aidera. »

Que la Sécurité sociale soit un projet de domination politique non par la brutalité, mais par la protection et par une prétendue solidarité est une spécificité française. Aucune autre démocratie n'a entendu utiliser la protection sociale pour répandre à ce point le poison

de l'individualisme et de la résignation, jusqu'à favoriser ce que Michel Houellebecq a appelé la soumission, au détriment de l'affirmation de la liberté et de l'ambition collective. En France, la résignation et la soumission de la majorité sont partout, et l'exigence de l'élévation vers l'humanité en l'Homme de plus en plus suspecte et de plus en plus dissidente. La société française est obnubilée par la satisfaction des plaisirs individuels, en considérant que l'œuvre collective est transférée à un assureur en charge de tous les problèmes: la Sécurité sociale. Ce transfert lui donne le sentiment d'être délivrée de toute obligation qui exigerait d'elle des efforts contraires aux plaisirs de chacun.

Cette stratégie d'individualisation, dont une grande partie est fondée sur l'endettement des générations futures, est de plus en plus fragilisée par le progrès technique. Peu à peu, les rapports sociaux s'affranchissent des principes de mutualisation imposés par la Sécurité sociale, et une autre forme de vivre ensemble apparaît avec les outils numériques collaboratifs.

Plutôt que de se préparer à cette évolution en profondeur, la France s'arc-boute sur un modèle qui n'a pas d'avenir et absorbe son énergie à défendre un monde qui est en voie de disparaître. Cet ouvrage propose quelques solutions pour préserver un système de protection sociale efficace, mais respectueux de l'esprit de liberté qui a fait le destin de ce pays.

## INTRODUCTION